

# Microfinance-organisations paysannes, une nécessaire alliance ?

<b>GROS SEL</b>		<b>L'invité de Grain de sel : Alpha Ouedraogo</b>	<b>4</b>
<b>FORUM</b>	<b>commerce international, mondialisation</b>	<b>La Cedeao, un acteur de poids dans la négociation des APE</b>	<b>5</b>
	<b>développement</b>	<b>Le G8 ne tient pas ses promesses... place aux Nations unies !</b>	<b>7</b>
	<b>politique agricole</b>	<b>Le Nepad et l'agriculture : quelles ambitions, quels engagements ?</b>	<b>9</b>
<b>LE DOSSIER</b>		<b>Éclairages sur la microfinance rurale</b>	<b>11</b>
<b>INITIATIVES</b>	<b>riz</b>	<b>Amélioration des techniques traditionnelles de riziculture</b>	<b>27</b>
	<b>biotechnologies</b>	<b>Produire plus, sans mettre en danger l'homme et son environnement ?</b>	<b>29</b>
	<b>commercialisation</b>	<b>Un cadre de concertation régional des producteurs de banane : l'union fait la force</b>	<b>31</b>
<b>BOÎTE À OUTILS</b>		<b>Repères : la révolution verte</b>	<b>32</b>
		<b>Kiosque</b>	<b>34</b>
		<b>Agenda et Entre nous</b>	<b>35</b>

**M**ALGRÉ DES INNOVATIONS et des avancées significatives, le financement rural et agricole reste aujourd'hui l'une des frontières de la microfinance. Le crédit rural, et davantage encore le crédit agricole, demeurent coûteux et risqués. La microfinance, sommée de devenir « rentable » pour se pérenniser et se développer, est souvent tentée de se détourner de ce secteur difficile pour se concentrer sur des zones et des populations plus faciles d'accès, plus rentables, et moins risquées.

Pour repousser cette frontière, le partenariat entre institutions de microfinance (IMF) et organisations paysannes (OP) est un enjeu majeur dans la plupart des pays d'Afrique francophone où les deux secteurs se sont structurés parallèlement dans les quinze dernières années. Ce partenariat peut permettre d'améliorer durablement la portée et l'adaptation de l'offre de financement des activités agricoles et rurales ; il peut réduire le risque et les coûts de la transaction financière ; des actions convergentes des deux secteurs peuvent améliorer la mobilisation de ressources financières adaptées et renforcer la capacité de négociation de politiques publiques favorables au développement de l'agriculture familiale.

Si ce partenariat émerge aujourd'hui sous des formes variées, il reste malgré tout difficile à construire. Le dialogue est souvent limité par le poids douloureux de l'histoire (crédits non remboursés ou mal gérés par les OP ; épargne détournée par les IMF, etc.), mais aussi par la faible réponse apportée par la microfinance aux besoins de financement des OP.

Au cœur de ces questions, il y a d'abord le problème de la confiance entre deux secteurs qui se connaissent mal, ignorent réciproquement leurs logiques, règles de fonctionnement, besoins et contraintes. Le plus souvent, aucun des deux secteurs n'a la capacité d'évaluer la qualité et la fiabilité de l'autre.

Plusieurs initiatives ont contribué dans les années récentes à soutenir le dialogue entre OP et IMF (concertations nationales, groupe de travail Inter-réseaux, séminaire de Dakar et séminaire du réseau africain des IMF « MAIN » en 2002, atelier de Ouagadougou en 2003, atelier de Niamey en 2005). Ce dossier de *Grain de Sel* se veut une contribution au développement d'un tel dialogue.

Betty Wampfler, agro-économiste, Cnearc, chercheur associé Cirad-Arena